

MAIRIE LES DEUX ALPES
48 avenue de la Muzelle
38860 - LES DEUX ALPES

DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 juin 2019

N° 2019.102

L'an deux mille dix-neuf, le 24 juin 2019 à 17h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 20 juin 2019, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : M. Stéphane SAUVEBOIS, Maire, M. Pierre BALME, maire délégué,
Agnès ARGENTIER, Jean-Noël CHALVIN, adjoints,
BALME Michel, ROY Sylvie, DODE Maryvonne, CHARREL Romain, DEVAUX Jean-Pierre,
FOURNIER Jean-Luc, BISI Jean-Luc, GUIGNARD Thierry, GIRAUD Laurent, LESCURE Hervé,
FAURE Estelle, MOREAU Françoise, CHOPARD Laurence
Conseillers municipaux.

Absents : ARLOT Maurice, POIROT Fabien, CASSEGRAIN Nicolas, Emmanuel DURDAN,
BOURGEAT Delphine, BEL Florence, Stéphanie DEBOUT.

Pouvoirs : Guylaine BARBIER donne pouvoir à Jean-Noël CHALVIN
Magali LESCURE donne pouvoir à Jean-Luc BISI
Jocelyne MARTIN donne pouvoir à Jean-Luc FOURNIER
Catherine GONON donne pouvoir à Laurence CHOPARD

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :
Mr Jean-Luc BISI et Michel BALME ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : FONCTION PUBLIQUE – 4.5.1 – Indemnités et primes

Objet : Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Election (IFCE)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,
VU le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,
Vu l'arrêté du 27 février 1962 modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux,
VU l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S.,
Vu les crédits inscrits au budget,
VU la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002 (DGCL-FPT3/2002/N.377),
VU les crédits inscrits au budget,

Monsieur le Maire a exposé au Conseil Municipal :

Le Conseil municipal peut décider de mettre en place l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) pour les agents accomplissant des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'arrêté du 27 février 1962 précité et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Monsieur le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de la publication et sa transmission aux services de l'Etat.

Le... 3 juillet 2019 ... Stéphane SAUVEBOIS, maire



L'IFCE fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière et que seuls les agents employés par une commune sont susceptibles de la percevoir.

Pour les élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections est calculé dans la double limite :

- D'un crédit global (enveloppe) obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires mensuelle du grade d'attaché territorial (IFTS de deuxième catégorie) par le nombre de bénéficiaires ;
- D'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de deuxième catégorie)

1. Bénéficiaires

Il est proposé d'instituer selon les modalités et suivant les montants définis dans l'arrêté du 27 février 1962 et du décret 2002-63 l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections:

Filière	grade	Fonctions ou service (le cas échéant)
Administrative	Attaché hors classe	Directeur Général des Services
Administrative	Attaché principal	Directrice des Ressources Humaines

Précise que le montant de référence calcul sera celui de l'I.F.T.S. de 2^{ème} catégorie assortie d'un coefficient de 3 (les coefficients peuvent aller de 1 à 8).

2. Agents non titulaires

Précise que les dispositions de l'indemnité faisant l'objet de la présente délibération pourront être étendues aux agents non titulaires de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

3. Attributions individuelles

Conformément au décret n° 91-875, le Maire fixera les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et des modalités de calcul de cette indemnité.

Le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire est calculé au prorata du temps consacré, en dehors des heures normales de service, aux opérations liées à l'élection. Les taux maximaux applicables sont fixés par un arrêté ministériel du 27 février 1962 et dépendent du type d'élection.

4. Périodicité de versement

Le paiement de cette indemnité sera réalisé après chaque tour des consultations électorales.

Cette indemnité n'est pas cumulable avec les IHTS.

Lorsque deux élections se déroulent le même jour une seule indemnité peut être allouée.

Cette indemnité est cumulable avec l'IFTS et peut être versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections.

Les agents employés à temps non complet peuvent bénéficier de cet avantage à taux plein sans proratisations.

Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP.

5. Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 26 mai 2019.

6. Crédits budgétaires

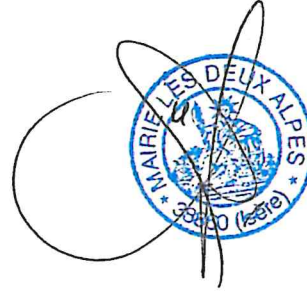
Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Ayant entendu cet exposé, à l'unanimité, le conseil municipal a décidé :

- **DE DECIDER** de mettre en place l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections pour les agents accomplissant des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale.

Fait et délibéré en séance, les jour et mois que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Stéphane SAUVEBOIS



Monsieur le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

Le 3 juillet 2019  Stéphane SAUVEBOIS, maire

Indemnité Forfaitaire Complémentaires pour Elections européennes 2019

IFTS 2ème catégorie: 1 091,71 € (valeur au 01/02/2017 arrêté du 12 mai 2014)

Nb de bénéficiaires: 2

	Coefficient 1	Coefficient 2	Coefficient 3	Coefficient 4	Coefficient 5	Coefficient 6	Coefficient 7	Coefficient 8
Calcul de l'IFTS par la collectivité	1 091,71 €	2 183,42 €	3 275,13 €	4 366,84 €	5 458,55 €	6 550,26 €	7 641,97 €	8 733,68 €
Calcul du crédit global	181,95 €	727,81 €	1 637,57 €	2 911,23 €	4 548,79 €	6 550,26 €	8 915,63 €	11 644,91 €
Montant maximum individuel (par tour de scrutin)	272,93 €	545,86 €	818,78 €	1 091,71 €	1 364,64 €	1 637,57 €	1 910,49 €	2 183,42 €
Montant restant à partager entre les bénéficiaires	-	181,95 €	818,78 €	1 819,52 €	3 184,15 €	4 912,70 €	7 005,14 €	9 461,49 €

Envoyé en préfecture le 03/07/2019

Reçu en préfecture le 03/07/2019

Affiché le



ID : 038-200064434-20190624-DEL2019102-DE

EA 01/07/2019